

Revue économique et financière

19 janvier 2023

Bureau de l'économiste en chef

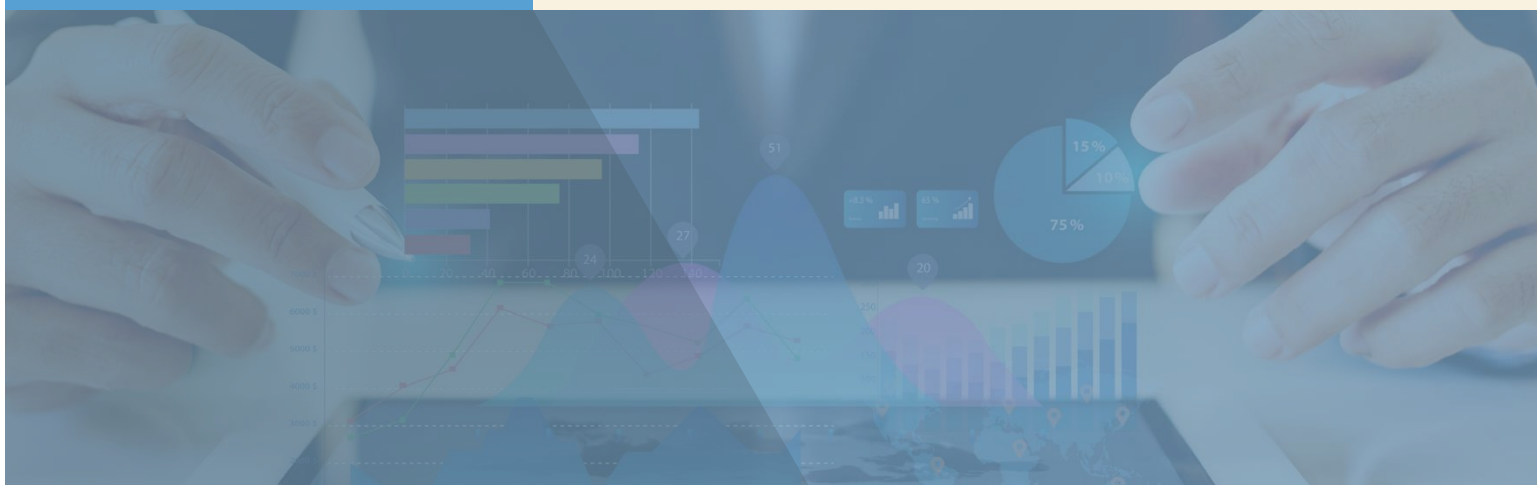


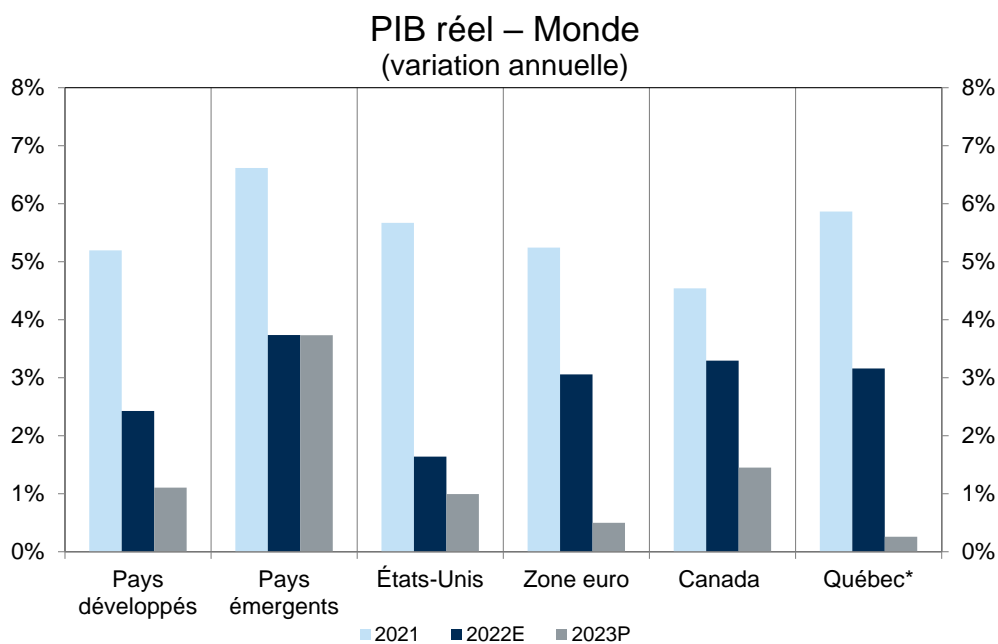
Table des matières

Faits saillants	3
Économie.....	4
Monde	4
Canada	5
Québec	7
Marchés financiers.....	9
Enjeux à surveiller en 2023.....	13

Mario Houle, économiste en chef
Nouhou Ballo, spécialiste des marchés financiers
Philippe Bergevin, économiste principal
Jean-Paul Calero, spécialiste des marchés financiers
Alexandre d’Aragon, économiste principal
Tessa Kintoumba, économiste

Faits saillants

- L'inflation a marqué l'économie mondiale au fer rouge en 2022, un phénomène aggravé par l'invasion russe en Ukraine. Pour y faire face, la plupart des banques centrales ont procédé à des hausses répétées et de grande ampleur de leurs taux directeurs.
- Tout au cours de l'année, les banques centrales et autres organisations financières internationales ont révisé à la baisse leurs prévisions économiques, pointant vers un ralentissement généralisé, voire de faibles récessions en 2023.
- L'économie canadienne a connu une croissance solide au cours des trois premiers trimestres de 2022, ce qui devrait lui assurer une hausse du PIB de plus de 3 % pour l'ensemble de l'année. Toutefois, les signes de ralentissement se multiplient.
- Après un départ canon au début de 2022, l'économie du Québec a vite été rattrapée par la remontée des taux d'intérêt et le ralentissement économique mondial. Le PIB a affiché un recul au cours du troisième trimestre de 2022 et un ralentissement important est attendu en 2023.
- Les indices boursiers et obligataires ont fortement reculé en 2022 avec la hausse marquée des taux d'intérêt et les resserrements monétaires soutenus, qui ont grandement assombri les perspectives économiques.
- En 2023, plusieurs enjeux sont à surveiller, notamment l'inflation et les resserrements monétaires, les tensions géopolitiques, le marché immobilier, l'endettement des ménages, la volatilité sur les marchés financiers et les cryptoactifs.



* Moyennes des prévisions des principales institutions financières canadiennes
Sources : Fonds monétaire international et l'Autorité

Économie

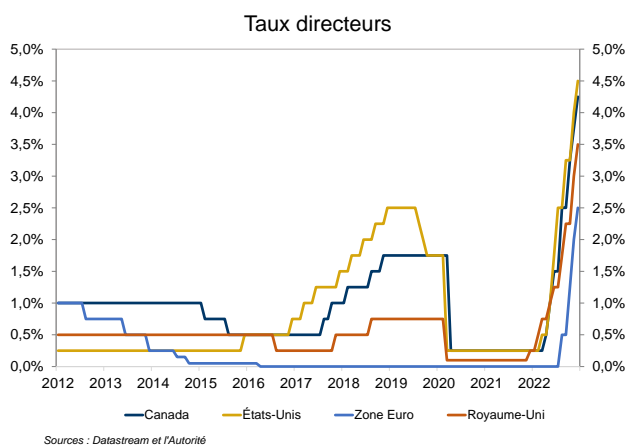
Monde

Après des décennies de relative stabilité des prix, l'inflation a définitivement marqué l'économie mondiale au fer rouge en 2022. Au début de l'année, après deux ans de pandémie, la forte reprise de la demande mondiale avait déjà commencé à faire grimper les prix.

L'invasion russe en Ukraine et les sanctions qui en ont découlé sont venues en rajouter, semant l'incertitude sur l'approvisionnement mondial d'énergie et de denrées alimentaires. Dans plusieurs pays, l'inflation a atteint des sommets qui n'avaient pas été observés depuis 40 ans.

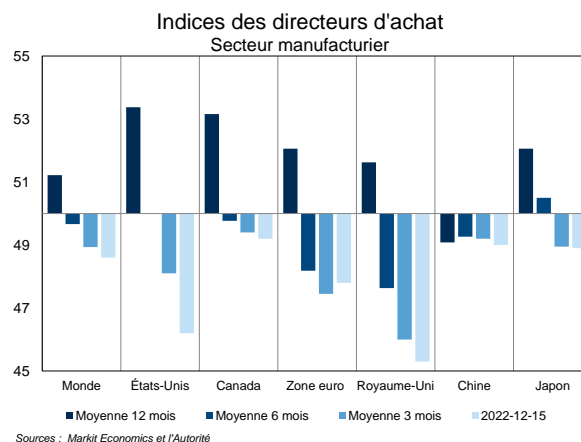
Pour y faire face, la plupart des banques centrales ont resserré leurs politiques monétaires, avec des hausses répétées et de grande ampleur de leurs taux directeurs. En fin d'année, leur action semblait porter fruit, si bien que l'inflation plafonne dans plusieurs pays, tout en demeurant néanmoins à des niveaux très élevés.

Plusieurs banques centrales ont d'ailleurs commencé à réduire l'ampleur des hausses de taux, les faisant passer de 75 à 50 points de base (pdb). Elles indiquent toutefois clairement que les resserrements devront se poursuivre en 2023 pour réduire l'inflation, généralement vers une cible de 2 %.



Tout au cours de 2022, les banques centrales et autres organisations financières internationales n'ont eu de cesse de réviser à la baisse leurs prévisions économiques, pointant vers un ralentissement généralisé, voire de faibles récessions en 2023.

En effet, le ralentissement économique mondial devient de plus en plus la principale préoccupation. Les indices des directeurs d'achat sont sans équivoque et se retrouvent pour la plupart sous la barre des 50, en territoire de contraction, et ce, depuis plusieurs mois.



Aux États-Unis, l'économie demeure résiliente dans l'adversité. Après deux trimestres de légère contraction, le PIB a augmenté de 3,2 % au troisième trimestre de 2022. Tout au long de l'année, les dépenses des ménages sont demeurées le principal moteur de l'économie, notamment grâce à l'épargne accumulée durant la pandémie et la résilience du marché de l'emploi.

Le solde extérieur s'est aussi amélioré avec la croissance des exportations en énergie pour subvenir aux besoins de l'Europe. Néanmoins, la consommation des ménages et l'investissement des entreprises ont commencé à fléchir en fin d'année, pointant vers un ralentissement de l'économie américaine.

Le marché du travail demeure solide et même tendu. Le taux de chômage se maintient près de son creux historique, sous la barre des 4 %. La

création d'emploi est soutenue et les nouvelles demandes d'assurance-chômage demeurent peu élevées. Les hausses salariales continuent toutefois d'alimenter l'inflation.

Après avoir atteint un sommet de 9,1 % en juin, l'inflation est retombée à 6,5 % en décembre. La baisse des prix de l'énergie et la résolution des goulots d'étranglement dans les chaînes d'approvisionnement y sont pour beaucoup.

Avec un certain délai, les resserrements de la politique monétaire de la Réserve fédérale commencent aussi à faire sentir leurs effets. La Fed a fait passer ses taux de près de 0 % en mars à 4,25-4,50 % en décembre, incluant quatre hausses consécutives de 75 pnb.

De son côté, l'Europe s'en tire finalement mieux qu'on aurait pu l'espérer au début de l'invasion en Ukraine, étant donné sa forte dépendance au pétrole et au gaz naturel russes. L'Europe a trouvé de nouveaux fournisseurs et mis en place des mesures d'économie d'énergie pour limiter l'impact des coupures d'approvisionnement par la Russie. L'automne clément et la reconstitution de ses stocks de gaz devraient lui permettre de traverser l'hiver sans recourir au rationnement.

Les gouvernements ont aussi généreusement soutenu les ménages face à la hausse des prix de l'énergie et de l'alimentation. Comme partout ailleurs, la zone euro affiche néanmoins un ralentissement de son économie, avec une croissance de 1,3 % au troisième trimestre, en rythme trimestriel annualisé. Le taux de chômage, en baisse depuis le début de l'année, s'élevait à 6,5 % en novembre.

L'inflation dans la zone euro a baissé à 9,2 % en décembre après un sommet de 10,6 % en octobre. Cette baisse est largement attribuable à la diminution des prix de l'énergie.

La Banque centrale européenne a resserré sa politique monétaire seulement à partir de l'été, augmentant ses taux de 250 pnb en six mois. En décembre, la Banque a annoncé au moins deux autres hausses de 50 pnb à venir au premier trimestre de 2023. À partir de mars, elle

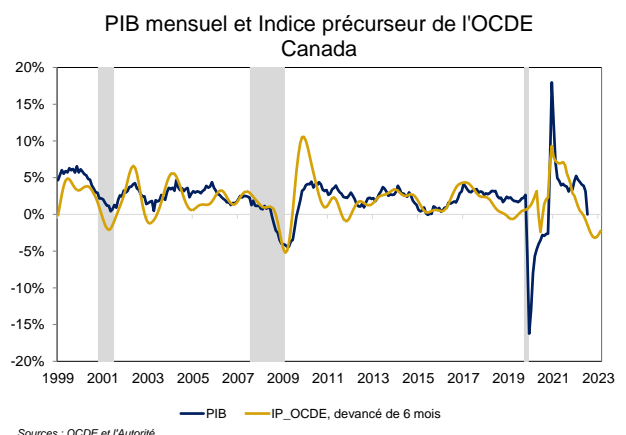
va aussi commencer à réduire la taille des actifs acquis dans les programmes d'assouplissement quantitatif.

Loin de ses niveaux de croissance habituels, la Chine a enregistré une hausse du PIB de seulement 3 % en 2022, un ralentissement marqué en grande partie infligé par l'entêtement du gouvernement à maintenir une politique de COVID zéro. Les dépistages systématiques et les quarantaines forcées ont mis à l'arrêt des villes entières et des millions de personnes. À cela est venu s'ajouter les difficultés du secteur immobilier résidentiel surendetté.

En fin d'année, les manifestations populaires en Chine ont eu raison de la détermination du gouvernement. Toutefois, les assouplissements consentis de la politique de COVID zéro exposent maintenant la Chine à une première vague véritable d'infections, ce qui aura pour effet de ralentir encore plus son économie. Il pourrait donc s'écouler encore quelques mois avant que le pays ne reprenne son élan. Le rebond de la Chine aura un impact direct sur la relance de l'économie mondiale, mais les besoins du pays en énergie et en matières premières risquent aussi d'alimenter l'inflation.

Canada

L'économie canadienne a bien résisté aux vents contraires auxquels elle a été confrontée. La croissance solide des trois premiers trimestres de l'année lui assure une hausse du PIB de plus de 3 % pour l'ensemble de 2022. Toutefois, les signes de ralentissement se multiplient.

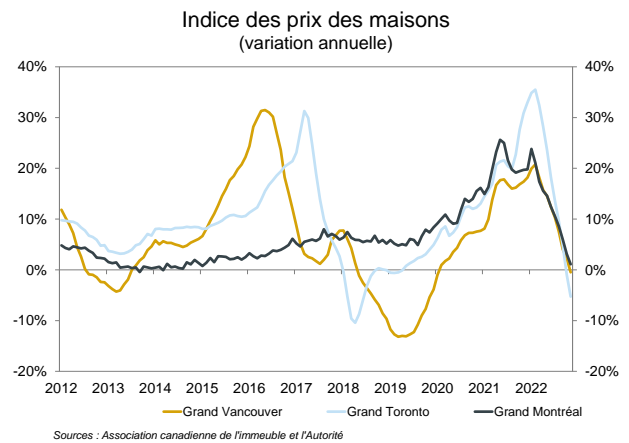


En rétrospective, la levée des restrictions sanitaires a fait bondir les dépenses de consommation au cours de l'été, et ce, en dépit de l'inflation et d'un rythme de création d'emploi nettement moindre. Le rebond fut toutefois de courte durée. On note déjà un recul des dépenses sensibles aux variations de taux d'intérêt, telles que les dépenses de consommation de biens durables et celles liées à la rénovation domiciliaire.

Face à la flambée des prix à la consommation, la Banque du Canada a amorcé en mars dernier une campagne agressive de resserrement de sa politique monétaire. Au total, elle a rehaussé son taux directeur de 400 points de base pour finalement le porter à 4,25 % en décembre. Il s'agit de la remontée la plus rapide jamais observée du taux directeur et de son plus haut niveau depuis 2008.

Le taux d'inflation a commencé à plier l'automne dernier, mais il excède encore de beaucoup la fourchette cible de la Banque du Canada, qui se situe entre 1 % et 3 %. L'inflation affichait une variation annuelle de 6,3 % en décembre, après avoir culminé à plus de 8 % l'été dernier. Les trois mesures de l'inflation fondamentale se chiffrent en moyenne à 5,6 %.

La remontée des taux d'intérêt et le resserrement des conditions financières a secoué le marché immobilier résidentiel et fait chuter considérablement les ventes de maison à la grandeur du pays. Les grandes régions de Toronto et de Vancouver sont évidemment les endroits où les prix ont le plus diminué depuis un an, puisqu'elles furent aussi celles où la flambée des prix avait été la plus vive ces dernières années. De concert avec la chute des prix et des ventes, les mises en chantier ont également reculé.



La vigueur relative de l'économie canadienne, l'inflation élevée et la flambée des prix des produits de base ont fait bondir les marges bénéficiaires des entreprises en 2022. Le ralentissement économique attendu, l'inflation salariale et le resserrement des coûts d'emprunt comprimeront les marges et causeront un ralentissement des dépenses d'investissement en 2023, allant de pair avec la chute de la confiance des chefs d'entreprise.

Le marché du travail s'est raffermi au cours des derniers mois de l'année. La cadence a été assez soutenue pour maintenir l'économie en situation de plein-emploi et faire diminuer le taux de chômage à 5,0 % en décembre dernier.

Compte tenu du ralentissement attendu de l'économie, le taux de chômage est appelé à augmenter en 2023. En effet, avec une croissance attendue du PIB inférieure à 1 %, la création d'emploi sera inférieure à la progression de la population active. Si l'économie canadienne devait entrer en récession, la remontée du chômage serait alors plus importante.

L'année 2022 se sera tout de même soldée par une croissance solide et supérieure à 3 %. Ce faisant l'économie canadienne est demeurée en situation de demande excédentaire, et devra ralentir davantage afin de permettre à l'inflation de s'approcher un tant soit peu de la cible d'inflation de la Banque du Canada. Avec la baisse des prix de l'énergie, les ressernements

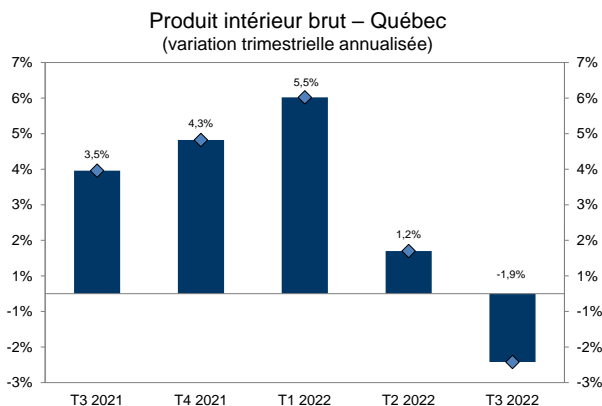
monétaires et le ralentissement de l'économie, le taux d'inflation reculera graduellement au cours de la prochaine année.

Les perspectives économiques sont toutefois entourées d'un degré d'incertitude hors du commun. Le sort de l'économie canadienne dépendra notamment de la tenue de l'économie américaine, de l'évolution de la situation géopolitique et de l'ampleur du ralentissement du marché immobilier résidentiel.

Il est à noter que le taux d'endettement des ménages a atteint des sommets ces dernières années. Si les ménages devaient massivement s'engager dans une logique de désendettement, la relance de l'économie pourrait s'avérer plus lente et plus ardue par la suite. Le scénario consensuel mise plutôt sur une brève période de croissance sous-optimale en 2023, suivi d'une reprise graduelle.

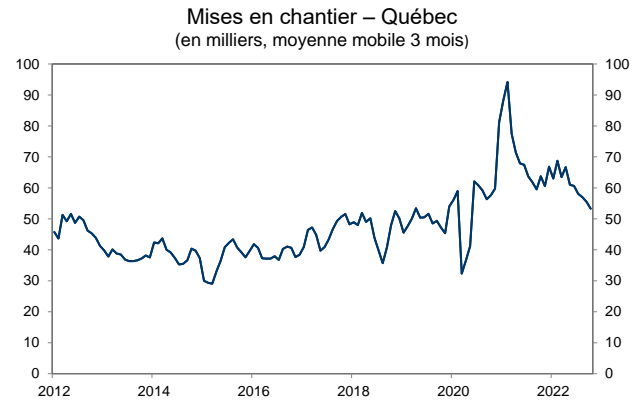
Québec

Après un départ canon au début de 2022, l'économie du Québec a vite été rattrapée par la remontée des taux d'intérêt et le ralentissement économique mondial. La perte du pouvoir d'achat associée à l'inflation, des coûts d'emprunt plus élevés et l'incertitude mondiale grandissante ont ainsi ébranlé la performance de l'économie. Le PIB a affiché un recul au troisième trimestre et un ralentissement significatif de la croissance est attendu en 2023.



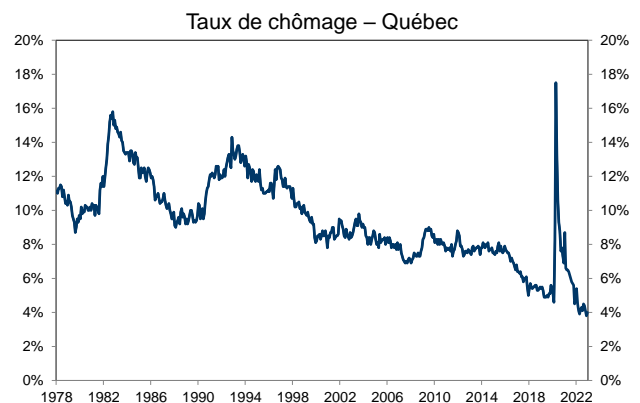
Sources : Datastream et l'Autorité

Le marché de l'immobilier résidentiel a perdu de sa superbe avec la remontée des taux d'intérêt. Les ventes de maison ont jusqu'à présent diminué de 26 %, les prix ont reculé par rapport à leur sommet (-5,4 % à Montréal et -2,5 % à Québec) et les mises en chantier se sont également repliées de façon marquée.



Sources : SCHL et l'Autorité

La création d'emploi a été plus modeste en 2022 que l'année précédente, avec une hausse nette de 78 600 postes, soit seulement la moitié du résultat obtenu en 2021. Cela aura tout de même permis au taux de chômage de poursuivre sa tendance à la baisse et d'atteindre un nouveau creux historique, à 3,8 % en novembre dernier et de clore l'année à 4,0%. Le ralentissement de l'économie se répercutera sur la performance du marché du travail et devrait se traduire par une remontée du taux de chômage.



Sources : Institut de la statistique du Québec et l'Autorité

Le Québec compte actuellement près de 250 000 postes vacants, pour un taux de vacance de 6,1 %, soit un nombre plus élevé de postes vacants que de chômeurs en recherche active d'emploi.

La pénurie de main-d'œuvre pourrait limiter l'impact du ralentissement économique sur le marché du travail. Il s'agit là bien sûr d'une hypothèse, puisqu'un tel contexte s'avère inédit. Il se pourrait également que le nombre de postes vacants diminue l'an prochain, non pas parce qu'ils auront été comblés, mais plutôt parce qu'ils auront été supprimés.

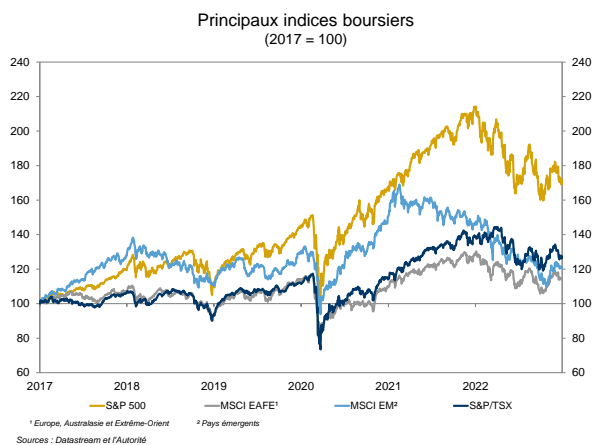
Confrontés à un ralentissement conséquent de l'emploi et à des coûts d'emprunt plus élevés,

les ménages québécois pourraient limiter leurs dépenses de consommation. La confiance des chefs d'entreprise est aussi ébranlée et cela pourrait se traduire par un ralentissement des dépenses d'investissement et au report de certains projets d'expansion et de modernisation jusqu'au retour d'un environnement plus favorable.

Le ralentissement de l'économie devrait toutefois être de courte durée et une embellie est envisageable dès la seconde moitié de 2023, à moins que l'inflation ne continue à jouer les trouble-fêtes.

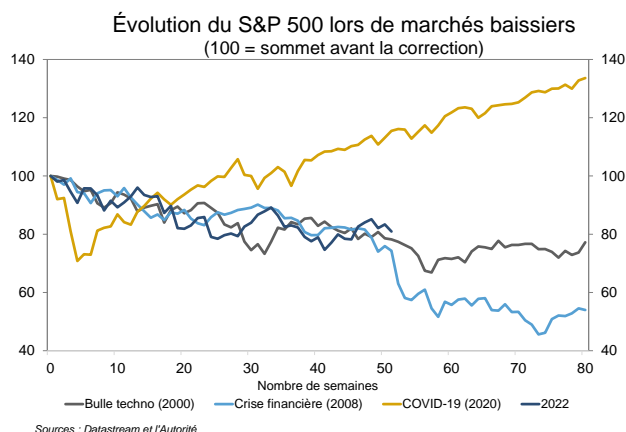
Marchés financiers

L'année 2022 a été éprouvante pour les investisseurs. Les indices boursiers et obligataires ont fortement reculé avec la hausse marquée des taux d'intérêt et les resserrements monétaires soutenus, qui ont grandement assombri les perspectives économiques.



Le MSCI All Country World Index, qui reflète l'évolution des marchés boursiers à l'échelle mondiale, a affiché un recul d'environ 17 % sur l'année. Le S&P 500, l'indice phare aux États-Unis, présente quant à lui un recul de 19 %.

La situation est bien différente du marché baissier de mars 2020, qui avait été caractérisé par un rebond rapide et marqué des indices boursiers.



Cette fois-ci, l'évolution du S&P 500 depuis son plus récent sommet s'apparente aux autres périodes récentes de marchés baissiers, avec des reculs et des rebonds s'échelonnant sur une plus longue période.

La baisse du S&P 500 en 2022 s'explique notamment par la mauvaise performance du secteur des services de communication et des technologies de l'information. En effet, les titres technologiques ont affiché des reculs particulièrement marqués.

Après avoir bénéficié des taux d'intérêt bas, de fortes valorisations et de l'engouement pour les technologies en contexte de pandémie, les titres des grandes sociétés technologiques ont subi des pertes importantes avec la remontée des taux, les changements de comportement des consommateurs et la dégradation du contexte économique.

Ainsi, le NASDAQ, à forte concentration technologique, a subi l'une des pires dégringolades parmi les principaux indices avec un recul de 33 % depuis le début de l'année.

Au Canada, le S&P/TSX a fait relativement bonne figure avec un recul plus limité de 9 %, affichant ainsi sa meilleure performance par rapport au S&P 500 depuis 2005. Depuis 2011, le S&P/TSX avait offert un rendement annuel supérieur au S&P 500 qu'une seule fois, soit en 2016.

En 2022, la flambée des prix des matières premières a profité aux secteurs de l'énergie et des matériaux, qui représentent environ 30 % de la capitalisation du S&P/TSX par rapport à 8 % pour le S&P 500.

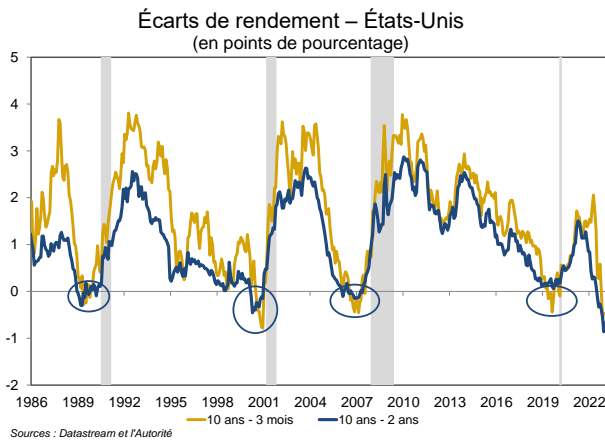
Les entreprises du TSX domiciliées au Québec se sont particulièrement démarquées. L'indice Morningstar Banque Nationale Québec a affiché un recul de seulement 7 % sur l'année, grâce notamment à la bonne performance des secteurs des matériaux et de la consommation de base.

Sur les marchés obligataires, les taux ont bondi en 2022. Les taux 10 ans du gouvernement américain sont passés d'environ 1,5 % en début d'année à 3,9 % en fin d'année, pendant que le taux cible de la Fed passait d'une fourchette de 0,00-0,25 % à 4,25-4,50 %.

Au cours des derniers mois, les taux longs ont évolué en dents de scie, plombés par les craintes d'un ralentissement économique et même d'une récession.

Au cours de 2022, la courbe de rendement s'est inversée, c'est-à-dire que les taux d'intérêt de court terme sont devenus plus élevés que les taux d'intérêt de long terme. Historiquement, une inversion de la courbe de rendement est souvent annonciatrice d'une récession sur un horizon d'un à deux ans.

L'écart entre les taux 10 ans et 3 mois des obligations du gouvernement américain ont atteint récemment des niveaux en deçà de ceux observés juste avant les quatre dernières récessions aux États-Unis.



Au Canada, les taux obligataires ont suivi la même tendance haussière, mais les taux 10 ans canadiens terminent l'année à 3,3 %, en deçà des taux américains. Le taux directeur de la Banque du Canada a atteint 4,25 % en fin d'année, donc le même niveau que le bas de la fourchette du taux cible de la Fed.

Il faut noter que l'économie canadienne est particulièrement sensible à une hausse des taux d'intérêt, notamment du fait des niveaux d'endettement relativement élevés des ménages et de la structure de son marché hypothécaire.

En 2023, l'attention des investisseurs sera résolument tournée vers l'évolution de l'inflation et de la politique monétaire, et les risques de récession. Notamment, si l'inflation s'avère encore persistante en 2023, les taux des banques centrales devront demeurer plus élevés pour plus longtemps, ce qui pourrait engendrer une récession marquée et d'autres reculs sur les marchés boursiers.

L'année 2022 a été pour le moins tumultueuse pour les cryptoactifs et pour toute l'infrastructure qui permet d'en assurer la garde et les échanges.

La valeur totale de l'ensemble des cryptomonnaies a culminé à près de 3 000 G\$ US à la fin de 2021, avant de s'effondrer et de perdre plus des deux tiers de sa valeur en 2022.

Le bitcoin se transigeait à plus 65 000 \$ US à son sommet, avant d'amorcer une chute en cascades, qui a coïncidé plus ou moins avec le début des resserrements monétaires des banques centrales.

Plusieurs éléments ont également accentué ce repli significatif, notamment le renforcement du cadre réglementaire, l'interdiction de minage en Chine et en Russie, la chute de plusieurs plateformes d'échange et la perte de confiance des investisseurs.

À la fin de 2022, le marché des cryptoactifs ne valait plus qu'environ 790 G\$ US, alors que la valeur du bitcoin était tombée à 6 500 \$ US, en baisse de 75 % par rapport à son sommet.



La débâcle des cryptoactifs a entraîné la chute de plusieurs plateformes d'échange et le gel ou la perte systématique des avoirs des investisseurs. Elle a aussi mis en évidence des enjeux de liquidité et de transparence sur les réserves et les interconnexions avec des entités affiliées.

Les faillites de plateforme et les activités frauduleuses se sont traduites par des pertes de plusieurs milliards de dollars pour les investisseurs.

Les cryptoactifs sont de plus en plus interconnectés avec le marché financier traditionnel, mais pas encore suffisamment pour se traduire par une menace à la stabilité financière.

Ils sont considérés par certains comme un actif de diversification dans un portefeuille d'investissement. Ils demeurent cependant un actif risqué et très volatil.

Dans le cadre de ses efforts de sensibilisation et d'éducation financière, l'Autorité a publié récemment, un document de réflexion sur les risques et les bénéfices des services financiers numériques :

[Perspectives sur les risques et bénéfices des services financiers numériques pour les consommateurs](#)

Rendement des marchés

Marchés boursiers											
		Niveau		Variation en pourcentage						12 derniers mois	
		2022-12-31	1 mois	3 mois	6 mois	9 mois	1 an	3 ans ²	5 ans ²	Min.	Max.
MSCI All Country World Index		727	-4,9	7,0	1,3	-13,0	-17,5	3,4	4,3	678	886
MSCI EAFE ¹		1 232	-3,1	8,4	3,8	-5,3	-9,5	1,2	1,1	1 135	1 383
MSCI Emerging Markets		57 479	-2,2	6,1	-3,6	-12,3	-17,9	-2,2	-1,1	52 493	71 889
S&P 500		3 840	-5,9	7,1	1,4	-15,3	-19,4	5,9	7,5	3 577	4 797
S&P/TSX		19 385	-5,2	5,1	2,8	-11,4	-8,7	4,3	3,6	18 206	22 087
Indice Morningstar Québec Banque Nationale		361	-3,1	7,1	8,8	-7,7	-6,8	3,6	4,6	323	392
Marchés obligataires											
		Niveau		Variation en pourcentage						12 derniers mois	
		2022-12-31	-1 mois	-3 mois	-6 mois	-9 mois	-1 an	-3 ans	-5 ans	Min.	Max.
Québec	10 ans	4,0	3,7	3,9	4,0	3,1	2,0	2,3	2,6	2,0	4,5
Ontario	10 ans	4,1	3,7	3,9	4,0	3,1	2,1	2,3	2,6	2,1	4,5
Canada	10 ans	3,3	2,9	3,2	3,2	2,4	1,4	1,7	2,0	1,4	3,7
États-Unis	10 ans	3,9	3,6	3,8	3,0	2,3	1,5	1,9	2,4	1,5	4,2
Royaume-Uni	10 ans	3,7	3,2	4,1	2,2	1,6	1,0	0,8	1,2	1,0	4,5
Allemagne	10 ans	2,6	1,9	2,1	1,3	0,5	-0,2	-0,2	0,4	-0,2	2,6
Canada	Corpo AA (10 ans)	4,6	4,3	4,5	4,5	3,6	2,4	2,6	3,1	2,4	5,1
	Corpo BBB (10 ans)	5,4	5,1	5,5	5,3	4,3	3,0	3,3	3,8	3,0	6,0
	Écarts BBB - Gouv. 10 ans	2,1	2,1	2,3	2,1	1,9	1,6	1,6	1,7	1,6	2,4
États-Unis	Corpo AA (10 ans)	4,7	4,5	4,9	4,1	3,2	2,1	2,5	3,1	2,1	5,3
	Corpo BBB (10 ans)	5,7	5,6	6,0	5,1	3,9	2,7	3,2	3,7	2,7	6,5
	Écarts BBB - Gouv. 10 ans	1,9	2,0	2,2	2,1	1,6	1,2	1,3	1,3	1,2	2,3

¹Europe, Australasie et Extrême-Orient

²Rendements annualisés

Sources : Datastream, Bloomberg et l'Autorité

Enjeux à surveiller en 2023

- Les resserrements musclés des politiques monétaires ont accru considérablement le risque d'une récession mondiale en 2023. En réponse, l'inflation a commencé à reculer mais résiste tout de même et pourrait mettre du temps avant de retourner vers les cibles d'inflation des banques centrales. Entre-temps, les signes de ralentissement de l'économie se multiplient. Mince consolation, s'il y a récession, celle-ci devrait être de faible amplitude et de courte durée.
- Les tensions géopolitiques vont demeurer à l'avant-plan en 2023. D'une part, l'enlisement de la guerre en Ukraine va mettre à l'épreuve la détermination des Occidentaux et continuer de peser sur l'économie mondiale, notamment l'approvisionnement énergétique. D'autre part, la mise en place d'une stratégie indo-pacifique visant à isoler la Chine risque de faire monter la tension, notamment par une présence militaire occidentale plus affirmée en mer de Chine méridionale et autour de Taiwan. Tout dérapage aurait des répercussions substantielles sur l'économie et les marchés mondiaux.
- La pandémie de la COVID-19 apparaît sous contrôle dans la plupart des pays du monde. Toutefois, après avoir fait bande à part avec sa politique de COVID zéro, la Chine se retrouve confrontée, à retardement, à une première vague d'infections. Le ralentissement économique chinois devrait donc se poursuivre encore dans les mois à venir. Ainsi, la gestion de cette crise sanitaire aura des répercussions au-delà du pays, étant donné le poids de la Chine dans l'économie mondiale, notamment dans l'industrie manufacturière et les chaînes d'approvisionnement.
- Les ventes de maisons reculent depuis plus d'un an et les prix de l'immobilier résidentiel ont amorcé une tendance à la baisse dernièrement. La remontée des taux d'intérêt resserre les conditions sur les nouveaux emprunts hypothécaires et rehausse le service de la dette. Déjà fragilisé par le resserrement des conditions de crédit, le marché de l'immobilier résidentiel est aussi vulnérable face au risque de récession.
- L'endettement des ménages a atteint un nouveau sommet en 2022 au Canada, à près de 183 % du revenu disponible. Les ménages les plus endettés seront plus vulnérables face à un contexte économique moins favorable et à l'accroissement du service de la dette. Le risque de défaut sera accru par une remontée possible du taux de chômage.
- La faiblesse des taux d'intérêt et le contexte économique favorable des dernières années ont encouragé les entreprises canadiennes à recourir davantage à l'endettement, qui a alors atteint des niveaux record. En 2022, ces niveaux ont diminué, mais demeurent quand même élevés d'un point de vue historique. Avec le ralentissement économique mondial et la hausse rapide des taux d'intérêt, plusieurs entreprises pourraient avoir de la difficulté à se financer ou à s'acquitter de leurs obligations de paiement.
- Les marchés boursiers devraient continuer à être volatils au cours de la prochaine année, compte tenu de la grande incertitude entourant l'évolution des taux d'intérêt et de l'économie. Avec les reculs marqués de 2022, les niveaux de valorisation des marchés boursiers ont beaucoup reculé. Néanmoins, si l'inflation s'avère encore persistante, les politiques monétaires devront être plus restrictives pour plus longtemps et vont entraîner des répercussions sur la direction des marchés en plus de générer de la volatilité.
- La pénurie de main-d'œuvre s'est encore accentuée l'année dernière. Le nombre de postes vacants est en hausse dans la plupart des secteurs de l'économie, alors que le nombre de chômeurs est inférieur aux postes vacants. Le manque flagrant de main-d'œuvre maintient la pression sur les salaires, limite la production de biens et la prestation de services, en plus de forcer un certain nombre d'entreprises à renoncer à des projets d'expansion.

- L'année 2022 a montré, une nouvelle fois, à quel point les risques physiques induits par les changements climatiques s'accroissent rapidement. Des vents violents ont touché l'Ontario et le Québec durant l'été alors que la tornade Fiona en automne a occasionné de lourdes pertes financières dans les provinces maritimes notamment en Nouvelle-Écosse et à l'Île-du-Prince-Édouard. Ces deux événements sont respectivement évalués aux 6^e et 7^e rang des pires sinistres assurés au Canada. Les coûts engendrés par la tempête hivernale de fin 2022 n'ont pas encore été évalués mais pourraient aussi s'avérer importants. Selon le Groupe d'experts intergouvernemental sur le climat, les risques physiques devraient s'accroître dans les années à venir.
- Diverses réglementations touchant le développement d'outils de taxation sur le carbone, une meilleure divulgation des risques financiers liés aux changements climatiques et des incitatifs favorisant une conversion vers une économie plus durable sont attendus sur le plan international en 2023. Dans ce contexte, le développement de la finance durable se poursuivra.
- Les consommateurs ont accès à une offre croissante de produits financiers souvent qualifiés de « verts », « ESG » (tenant compte de critères environnementaux, sociaux et de gouvernance) ou « durables » permettant d'investir notamment dans la transition vers une économie mondiale plus sobre en carbone et plus respectueuse de l'environnement. Les critères d'investissement liés à cette nouvelle catégorie d'actif ne sont cependant pas encore clairement réglementés ni standardisés. On observe cependant diverses initiatives réglementaires au niveau international visant à mieux définir et encadrer ces nouveaux produits. Certaines de ces initiatives entreront en vigueur prochainement ayant parfois été retardées ou fait l'objet de périodes transitoires.
- La pandémie a suscité un fort engouement pour le courtage en ligne autogéré, menant parfois à de la spéculation sur certains titres spécifiques ou certaines catégories d'actifs risqués. Ces vagues spéculatives ont parfois été alimentées par les médias sociaux, des influenceurs ou encore des pratiques promotionnelles. Le nouveau contexte économique observé depuis la fin de 2022, marqué par la baisse du taux d'épargne, la montée des taux d'intérêt et une volatilité accrue sur les marchés, semble avoir freiné l'engouement pour le courtage autogéré, qui demeure tout de même encore au-dessus des niveaux prépandémiques et sera donc encore à surveiller.
- En plus de la débâcle des cryptomonnaies, l'industrie des cryptoactifs a été frappée par plusieurs scandales et faillites de plateforme d'échange. La volatilité extrême et l'interconnexion grandissante avec le système financier traditionnel poussent à accroître la surveillance.
- Avec le déploiement actif et la croissance rapide des services et produits financiers numériques, la cybersécurité demeure un risque majeur pour l'ensemble de l'industrie numérique. Les cyberattaques ont longtemps été orientées vers le profit, cependant elles sont de plus en plus utilisées à des fins déstabilisatrices, qui peuvent entraîner des conséquences désastreuses pour le système financier.

MISE EN GARDE

L'Autorité des marchés financiers ne donne aucune garantie, verbale ou écrite, expresse, légale ou implicite, quant au contenu de cette publication et ne peut être tenue responsable des erreurs ou omissions éventuelles, ni des pertes ou dommages de quelque nature que ce soit découlant de l'utilisation de ce document ou de son contenu. L'utilisation de cette publication se fait à vos propres risques. Par conséquent, l'Autorité conseille d'obtenir l'avis d'un professionnel avant de prendre toute décision de nature financière.